



Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest

Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004

Loleen Berdahl, Ph.D.
Directrice de la recherche

Rapport no 34 du projet Bâtir l'Ouest de demain

May 2004



Looking *West*
2004

Bâtir l'Ouest de demain

En 2001, la Canada West Foundation a publié le document *Bâtir l'Ouest de demain: Un plan pour la prospérité économique régionale*, dans lequel étaient exposées cinq priorités clés visant à garantir une prospérité à long terme dans l'Ouest du Canada. Ces priorités sont les suivantes:

- L'Ouest doit créer les outils pour attirer, retenir et bâtir le capital humain;
- Ouest doit poursuivre la diversification économique;
- Ouest doit renforcer son infrastructure de transports;
- Ouest doit encourager la compétitivité de ses grandes villes à l'échelle mondiale; et
- Ouest doit mettre au point de nouvelles modalités favorisant la coordination régionale.

Depuis 2001, la Canada West Foundation a mené des recherches dans chacun de ces cinq axes d'intervention prioritaires. Les sondages Regard sur l'Ouest permettent de recueillir les opinions et points de vue des Canadiens de l'Ouest sur diverses questions reliées à ces cinq domaines de priorité, ainsi que de prendre le pouls de leurs attitudes sur d'autres sujets clés relatifs aux politiques. Le but des sondages est d'informer le public, les dirigeants d'entreprises et les leaders des collectivités, ainsi que les élus et les fonctionnaires des trois paliers de gouvernement sur les points de vue et opinions des Canadiens de l'Ouest.

Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest a été préparé par Loleen Berdahl, directrice de la recherche à la CWF et s'inscrit dans le projet Bâtir l'Ouest de demain. Ont participé au financement de ces travaux: la Kahanoff Foundation, le programme Diversification de l'économie de l'Ouest, le Bureau du Conseil privé, le gouvernement de la Saskatchewan et le ministère albertain des Relations internationales et intergouvernementales. L'auteure tient à remercier le personnel de la Canada West Foundation pour leurs suggestions et commentaires quant au questionnaire du sondage; Western Opinion Research, qui a mené le sondage; et Mark Parry pour avoir fourni les photos de couverture.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteure et ne reflètent pas forcément celles des donateurs, des abonnés ou du conseil d'administration de la Canada West Foundation. Il est permis d'utiliser ou de reproduire ce rapport à des fins personnelles ou pédagogiques de façon gratuite, sans faire de demande officielle. Il est par contre interdit d'en faire des copies pour les vendre ou les diffuser à des fins commerciales. On peut s'en procurer des exemplaires auprès de la Canada West Foundation ou en le téléchargeant à partir du site Web de la CWF [www.cwf.ca].

Sommaire

Au cours des années qui viennent, les quatre provinces de l'Ouest vont être confrontées à divers défis et choix relatifs aux politiques publiques. Depuis les soins de santé, l'éducation et l'environnement jusqu'à l'économie, l'infrastructure et les questions urbaines, toute une gamme de sujets cherchent à s'attirer l'attention des politiciens et une part des fonds publics. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 se penchait sur un grand nombre de questions stratégiques afin d'aider les Canadiens de l'Ouest et leurs gouvernements à mieux comprendre les opinions et attitudes d'un vaste éventail d'individus.

Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest présente une analyse des données sur les attitudes à l'égard des politiques contenues dans Regard sur l'Ouest 2004. Il est à noter que le sondage a aussi recueilli des données dans les quatre provinces de l'Ouest et en Ontario sur toute une gamme de questions relatives au fédéralisme, parmi lesquelles, la perception du traitement octroyé par le gouvernement fédéral, la réforme du Sénat, le séparatisme et l'aliénation de l'Ouest. Ces données sont présentées dans le document *Distinctions régionales: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004* (Calgary, Canada West Foundation), publié en mars 2004.

Les principales conclusions sont les suivantes:

- Si, selon presque les trois quarts des Canadiens de l'Ouest, l'amélioration du système de soins de santé est une haute priorité, ce n'est pas l'unique enjeu politique qu'ils considèrent comme important. L'accroissement d'une main-d'œuvre qualifiée, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement – toutes ces questions étaient classées par presque les deux tiers des habitants de l'Ouest au nombre des grandes priorités.
- Quand on les questionne sur l'avenir de leur province, les Canadiens de l'Ouest sont partagés entre l'optimisme et l'attente du statu quo. Les répondants de la Colombie-Britannique sont les plus optimistes, tandis que ceux de la Saskatchewan sont les plus pessimistes.
- Les Canadiens de l'Ouest accordent plus de confiance dans les politiques de leurs gouvernements provinciaux pour aider leurs économies respectives qu'ils ne le font dans celles du fédéral.
- Les gens de l'Ouest pensent que le Canada devrait chercher à renforcer ses liens économiques avec les États-Unis et s'employer activement à garder la frontière entre les deux pays ouverte au commerce canadien. Presque neuf Canadiens sur dix habitant l'Ouest pensent que les relations canado-américaines se sont dégradées au cours des dernières années; à la base de cette détérioration, il citent les différends commerciaux, la guerre d'Iraq et des rapports personnels peu chaleureux entre l'ex-Premier ministre, Jean Chrétien, et le Président Bush.
- La majorité des Canadiens de l'Ouest sont d'avis que leurs administrations locales n'ont pas suffisamment de revenus pour faire face à leurs responsabilités actuelles. Si ces administrations avaient besoin de revenus supplémentaires, six sur dix aimeraient mieux une augmentation des impôts municipaux qu'une suppression de services dans leur région. Les gens de l'Ouest continuent de préférer l'impôt foncier au concept d'une taxe de vente locale.
- Les gens de l'Ouest n'ont pas des opinions particulièrement favorables sur la façon dont les gouvernements s'occupent de la gérance de l'environnement, mais, sur ce point, ils voient leurs gouvernements provinciaux sous un meilleur jour que le gouvernement fédéral.

Introduction

Au cours des années qui viennent, les quatre provinces de l'Ouest vont être confrontées à divers défis et choix relatifs aux politiques publiques. Depuis les soins de santé, l'éducation et l'environnement jusqu'à l'économie, l'infrastructure et les questions urbaines, toute une gamme de sujets cherchent à s'attirer l'attention des politiciens et une part des fonds publics. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 se penchait sur un grand nombre de questions stratégiques afin d'aider les Canadiens de l'Ouest et leurs gouvernements à mieux comprendre les opinions et attitudes d'un vaste éventail d'individus.

Le sondage Rapport sur l'Ouest 2004 est le troisième de la série, les deux autres ayant été effectués en 2001 et 2003. À la différence de bien d'autres sondages, qui considèrent souvent les provinces en bloc (masquant ainsi d'importantes variations interprovinciales) ou dont la taille des échantillons provinciaux ne permet pas une analyse sérieuse de l'opinion dans une province en particulier, les sondages Regard sur l'Ouest utilisent des échantillons provinciaux suffisamment grands pour permettre des analyses statistiquement significatives de chacune des quatre provinces de l'Ouest (y compris des analyses des secteurs urbains et ruraux). En réalité, les sondages Regard sur l'Ouest sont uniques de par la grande taille de leurs échantillons. En outre, plusieurs des questions sont reprises d'une année à l'autre, ce qui permet une analyse de l'évolution des tendances dans les attitudes.

Orientations des enjeux stratégiques dans l'Ouest présente une analyse des données sur les attitudes à l'égard des politiques contenues dans Regard sur l'Ouest 2004. Il est à noter que le sondage a aussi recueilli des données dans les quatre provinces de l'Ouest et en Ontario sur toute une gamme de questions relatives au fédéralisme, parmi lesquelles, la perception du traitement octroyé par le gouvernement fédéral, la réforme du Sénat, le séparatisme et l'aliénation de l'Ouest. Ces données sont présentées dans le document *Distinctions régionales: Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004* (Calgary, Canada West Foundation), publié en mars 2004.

Méthodologie

Regard sur l'Ouest 2004 est un sondage téléphonique effectué par échantillonnage aléatoire auprès de Canadiens de l'Ouest et d'Ontariens de 18 ans et plus. Western Opinion Research a mené ce sondage pour le compte de la Canada West Foundation entre le 7 janvier et le 5 février 2004 depuis son centre d'appel de Winnipeg au Manitoba. Il est à noter que la collecte des données du sondage a été achevée avant le scandale des commandites, qui, selon les médias, aurait influencé de façon négative les attitudes envers le gouvernement fédéral.

Afin de permettre des analyses statistiquement significatives pour chaque province, de même que pour la totalité de l'Ouest, on a eu recours à un échantillonnage relativement important. Au total, 4000 résidents ont été interviewés au téléphone sur l'ensemble de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario. Les résidents de cette dernière province n'ont pas eu à répondre aux questions concernant leur attitude envers les politiques. La ventilation provinciale est la suivante:

PROVINCE	Nombre total	MARGE D'ERREUR +/-95 fois sur 100
C.-B.	800	3,46 %
Alberta	800	3,46 %
Saskatchewan	800	3,46 %
Manitoba	800	3,46 %
Ouest canadien	3 200	1,73 %
Ontario	800	3,46 %

Dans la présentation des données régionales pour l'ensemble de l'Ouest du Canada, on a inclus un facteur de pondération pour ajuster le poids de l'échantillon de chaque province à sa portion de la population régionale de 18 ans et plus. Les données de l'Ontario n'ont pas été soumises à ce facteur de pondération. Étant donné que les non-réponses («ne sais pas / ne veux pas répondre») ne sont pas rapportées dans les tableaux ou le texte, il se peut que le total des chiffres donnés n'atteigne pas 100 %.

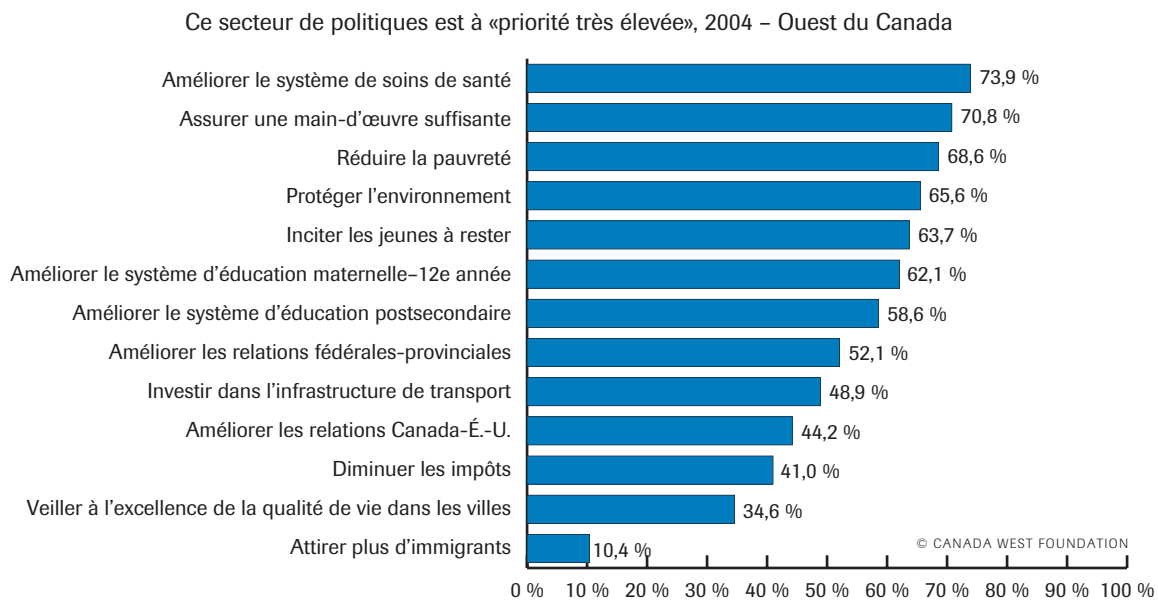
Certaines questions du sondage sont reprises des sondages Regard sur l'Ouest 2001 ou Regard sur l'Ouest 2003. Pour avoir une vue d'ensemble de ces sondages, il faut se reporter aux publications de Loleen Berdahl, *Looking West: A Survey of Western Canadians* (Calgary, Canada West Foundation, 2001) et *Regard sur l'Ouest 2003: un sondage sur les Canadiens de l'Ouest* (Calgary, Canada West Foundation, 2003).

Priorités stratégiques

Le sondage Regard sur l'Ouest 2003 posait aux répondants la question suivante: «En ce qui a trait à ce que les gouvernements peuvent faire pour assurer la prospérité et la qualité de vie de [votre province] à l'avenir, quel rang prioritaire (très élevé, moyennement élevé, bas et non prioritaire) accorderiez-vous aux éléments suivants?» On énumérait ensuite treize domaines stratégiques: réduire les impôts; améliorer le système provincial de soins de santé; améliorer le système d'éducation maternelle-12e année de la province; améliorer le système d'éducation postsecondaire de la province, qui englobe universités, collèges, écoles techniques et formation dans les métiers; investir dans l'infrastructure de transport de la province, comme les routes, les voies ferrées, les aéroports et les systèmes de transport urbain (on a ajouté les «ports» pour les répondants de la Colombie-Britannique); attirer un plus grand nombre d'immigrants vers la province; protéger l'environnement; inciter les jeunes à rester dans la province; réduire la pauvreté; améliorer les relations canado-américaines; améliorer les relations entre [la province] et le gouvernement fédéral; veiller à ce que [la province] possède la main-d'œuvre qualifiée dont elle aura besoin dans les années à venir; veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les grandes villes (Western Opinion Research a effectué une rotation de l'ordre de ces éléments pour éviter un éventuel impact de leur position dans la liste).

Bien entendu, on ne prétend pas que les treize secteurs explorés soient les seuls qui importent aux yeux des Canadiens de l'Ouest. Les divers points énumérés offrent néanmoins un aperçu intéressant de l'éventail des sujets qui préoccupent les habitants de

figure 1



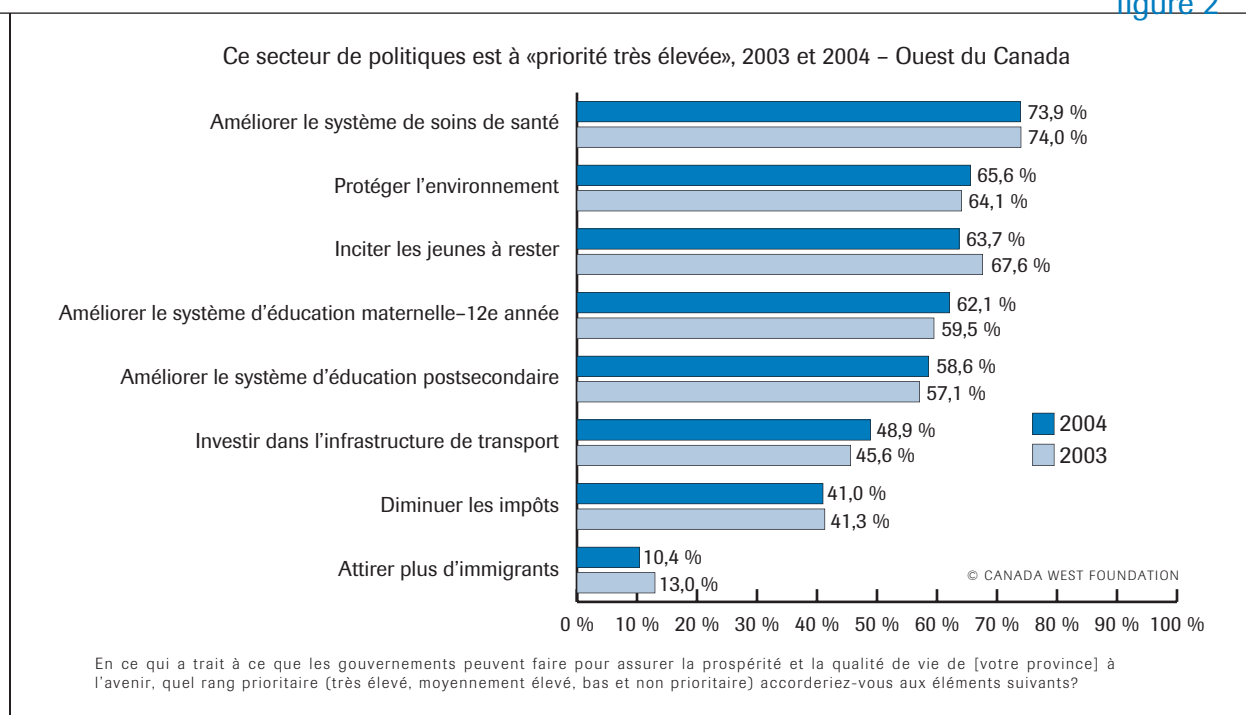
En ce qui a trait à ce que les gouvernements peuvent faire pour assurer la prospérité et la qualité de vie de [votre province] à l'avenir, quel rang prioritaire (très élevé, moyennement élevé, bas et non prioritaire) accorderiez-vous aux éléments suivants?

l'Ouest du pays (ainsi que des enjeux qui sont perçus comme de moindre importance). On doit souligner qu'on n'a pas demandé aux répondants de mettre ces divers éléments en ordre de priorité, mais plutôt de les classer selon qu'ils leur accordent une priorité très élevée, une priorité moyenne, une priorité basse ou pas du tout de priorité. Les enjeux politiques sont ensuite répertoriés par catégories à l'étape de l'analyse en se fondant sur le pourcentage des répondants qui leur accordent une priorité très élevée.

Les soins de santé figurent au premier plan dans les discussions sur les politiques, les débats publics et les médias, et il n'est pas surprenant que l'amélioration du système de soins de santé soit une haute priorité pour les Canadiens de l'Ouest. Presque les trois quarts des habitants de cette région sont d'avis que l'amélioration du système de soins de santé constitue une priorité majeure. Mais ce n'est toutefois pas la seule question stratégique ayant de l'importance aux yeux des gens de l'Ouest. Si l'on regarde la région dans son ensemble, on constate qu'il y a plusieurs conclusions qui présentent un intérêt particulier (voir fig. 1):

- La réduction des impôts ne fait pas partie des dix plus grandes priorités.
- Veiller à ce qu'il y ait suffisamment de main-d'œuvre qualifiée constitue une priorité élevée dans tout l'Ouest, mais certaines mesures qui pourraient éventuellement être prises pour faire face à une pénurie de main-d'œuvre ne sont pas aussi bien reçues. Si les Canadiens de l'Ouest voient dans le fait d'inciter les jeunes à rester une stratégie majeure, ils appuient moins l'amélioration du système d'éducation postsecondaire, et très peu d'entre eux considèrent le fait d'attirer un plus grand nombre d'immigrants comme une priorité très élevée.
- Près des deux tiers des Canadiens de l'Ouest sont d'avis que la réduction de la pauvreté constitue une priorité très élevée – fait intéressant étant donné que le sondage Regard sur l'Ouest 2003 a révélé que moins d'un tiers des Canadiens de cette région pense qu'une augmentation des fonds affectés aux services sociaux était une grande priorité.
- Ni l'amélioration du système d'éducation maternelle–12e année de la province, ni celle du système d'éducation postsecondaire de la province ne figurent parmi les cinq priorités les plus importantes.

figure 2



- Si les préoccupations politiques et commerciales visant une amélioration des relations canado-américaines sont à la hausse, un plus grand nombre de Canadiens de l'Ouest sont d'avis qu'une amélioration des relations fédérales-provinciales constitue une priorité très élevée pour la prospérité et la qualité de vie dans le futur.
- Malgré des débats continus sur l'importance qu'ont les grandes villes pour l'économie et la qualité de vie à l'échelon provincial, les questions urbaines semblent rester un peu à l'arrière-plan des préoccupations politiques, avec seulement un tiers des Canadiens de l'Ouest pour qui tout mettre en œuvre en vue de garantir une excellente qualité de vie dans les grandes villes constitue une priorité très élevée.
- Près des deux tiers des Canadiens de l'Ouest accordent une priorité très élevée à «protéger l'environnement».

Huit des treize secteurs de politiques publiques – système de santé, environnement, jeunes, éducation maternelle-12e année, éducation postsecondaire, infrastructure de transport, réduction des impôts et immigration – étaient inclus dans le sondage Regard sur l'Ouest 2003 (fig. 2). L'uniformité entre les chiffres de 2003 et ceux de 2004 est à souligner. Les changements les plus grands ne sont que de trois ou quatre points de pourcentage. Des changements d'opinion aussi faibles enregistrés dans le cadre de deux sondages distincts, séparés par une année complète, révèlent que les Canadiens de l'Ouest sont constants dans l'établissement de leurs priorités en matière de politiques publiques.

figure 3

Priorité très élevée par province, 2004			
	C.-B.		Alb.
Améliorer le système de soins de santé	76,3 %	Améliorer le système de soins de santé	70,5 %
Assurer une main-d'œuvre suffisante	72,0 %	Assurer une main-d'œuvre suffisante	69,7 %
Réduire la pauvreté	70,0 %	Protéger l'environnement	67,4 %
Protéger l'environnement	65,5 %	Améliorer le système d'éducation maternelle-12e année	67,0 %
Améliorer le système d'éducation maternelle-12e année	63,9 %	Réduire la pauvreté	66,9 %
Inciter les jeunes à rester	61,1 %	Améliorer le système d'éducation postsecondaire	61,6 %
Améliorer le système d'éducation postsecondaire	59,2 %	Inciter les jeunes à rester	58,4 %
Améliorer les relations fédérales-provinciales	52,2 %	Améliorer les relations fédérales-provinciales	52,7 %
Investir dans l'infrastructure de transport	50,7 %	Améliorer les relations Canada-É.-U.	49,7 %
Diminuer les impôts	39,9 %	Diminuer les impôts	40,9 %
Améliorer les relations Canada-É.-U.	39,3 %	Investir dans l'infrastructure de transport	40,3 %
Veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les villes	34,4 %	Veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les villes	34,0 %
Attirer plus d'immigrants	8,5 %	Attirer plus d'immigrants	8,3 %
	Sask.		Man.
Inciter les jeunes à rester	79,5 %	Améliorer le système de soins de santé	75,8 %
Assurer une main-d'œuvre suffisante	72,6 %	Inciter les jeunes à rester	73,6 %
Améliorer le système de soins de santé	71,7 %	Réduire la pauvreté	70,3 %
Réduire la pauvreté	66,2 %	Assurer une main-d'œuvre suffisante	67,9 %
Protéger l'environnement	63,8 %	Protéger l'environnement	62,9 %
Investir dans l'infrastructure de transport	58,1 %	Investir dans l'infrastructure de transport	56,7 %
Améliorer les relations fédérales-provinciales	57,5 %	Améliorer le système d'éducation postsecondaire	53,4 %
Améliorer le système d'éducation postsecondaire	53,1 %	Améliorer le système d'éducation maternelle-12e année	51,8 %
Améliorer le système d'éducation maternelle-12e année	51,0 %	Améliorer les relations fédérales-provinciales	45,3 %
Améliorer les relations Canada-É.-U.	47,8 %	Améliorer les relations Canada-É.-U.	44,4 %
Diminuer les impôts	43,8 %	Diminuer les impôts	42,6 %
Veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les villes	31,6 %	Veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les villes	39,3 %
Attirer plus d'immigrants	17,1 %	Attirer plus d'immigrants	17,3 %

© CANADA WEST FOUNDATION

Si l'on examine certaines provinces en particulier, on peut cependant détecter des différences (fig. 3). La Saskatchewan se démarque comme la seule province où l'amélioration des soins de santé n'occupe pas la première place; garder les jeunes dans la province et veiller à ce qu'il y ait suffisamment de main-d'œuvre qualifiée attirent de plus hauts pourcentages de répondants qui les classent comme des priorités très élevées. En Saskatchewan cependant, le pourcentage réel de répondants qui classent les soins de santé comme une priorité très élevée est similaire à celui des trois autres provinces. La Saskatchewan et le Manitoba se démarquent de la Colombie-Britannique et de l'Alberta en raison du fort pourcentage de répondants pour qui le fait de garder les jeunes dans la province est une priorité très élevée.

Ceci dit, il y a une très grande uniformité dans la position relative qu'occupent les différents secteurs de politiques. Dans les quatre provinces, les soins de santé, la main-d'œuvre qualifiée, la pauvreté et l'environnement sont parmi les cinq grandes priorités, tandis que l'immigration, la qualité de vie dans les villes, la réduction des impôts et les relations canado-américaines dans ces quatre provinces sont parmi les cinq priorités les plus basses. Dans ces quatre provinces toujours, l'éducation maternelle-12e année, l'éducation postsecondaire, l'infrastructure et les relations fédérales-provinciales comptent parmi les priorités moyennes. Comme le montrait le sondage Regard sur l'Ouest 2003, malgré les nombreuses différences au niveau de la politique, de l'orientation et de l'économie entre les quatre provinces de l'Ouest, quand il s'agit de mettre les politiques publiques en ordre de priorité, les Canadiens de cette région se ressemblent plus qu'ils ne diffèrent.

On présente à la figure 4 l'intégralité des réponses provenant de l'Ouest dans son ensemble, pour chacun des secteurs de politiques publiques.

figure 4

Niveau de priorité des politiques en 2004 – Ouest du Canada

	<i>très élevé</i>	<i>moy.</i>	<i>bas</i>	<i>non prioritaire</i>
Améliorer le système de soins de santé	73,9 %	20,1 %	4,5 %	1,4 %
Assurer une main-d'œuvre suffisante	70,8 %	23,0 %	4,6 %	1,1 %
Réduire la pauvreté	68,6 %	23,1 %	6,2 %	1,6 %
Protéger l'environnement	65,6 %	27,6 %	5,8 %	0,8 %
Inciter les jeunes à rester	63,7 %	24,8 %	8,2 %	1,7 %
Améliorer le système d'éducation maternelle-12e année	62,1 %	27,7 %	7,1 %	2,0 %
Améliorer le système d'éducation postsecondaire	58,6 %	31,7 %	7,6 %	1,4 %
Améliorer les relations fédérales-provinciales	52,1 %	37,0 %	8,3 %	2,1 %
Investir dans l'infrastructure de transport	48,9 %	41,5 %	8,3 %	1,4 %
Améliorer les relations Canada-É.-U.	44,2 %	34,8 %	15,9 %	4,5 %
Diminuer les impôts	41,0 %	37,4 %	16,5 %	4,8 %
Veiller à l'excellence de la qualité de vie dans les villes	34,6 %	44,5 %	15,2 %	4,3 %
Attirer plus d'immigrants	10,4 %	34,8 %	41,2 %	12,7 %

© CANADA WEST FOUNDATION

NOTE: En raison des non-réponses, il se peut que le total des chiffres n'atteigne pas 100 %.

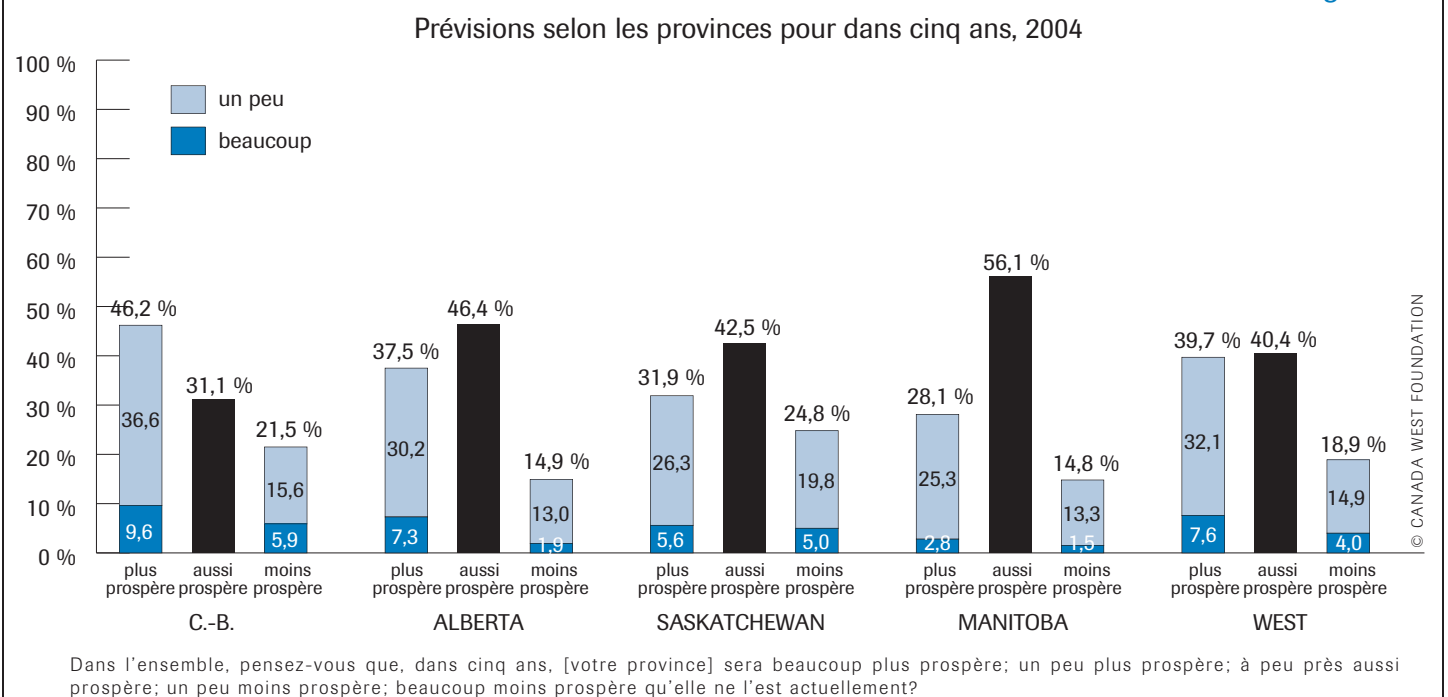
En ce qui a trait à ce que les gouvernements peuvent faire pour assurer la prospérité et la qualité de vie de [votre province] à l'avenir, quel rang prioritaire (très élevé, moyennement élevé, bas et non prioritaire) accorderiez-vous aux éléments suivants?

Attentes économiques

Depuis 2001, les sondages Regard sur l'Ouest ont examiné le degré auquel les Canadiens de l'Ouest ressentent de l'optimisme à propos de l'avenir économique et social de leur province: les gens y sont-ils généralement optimistes ou pessimistes quant au futur proche de leur province? Afin de le savoir, le sondage leur posait la question suivante: «Dans l'ensemble, pensez-vous que, dans cinq ans, [votre province] sera beaucoup plus prospère; un peu plus prospère; à peu près aussi prospère; un peu moins prospère; beaucoup moins prospère qu'elle ne l'est actuellement?»

Les Canadiens de l'Ouest sont partagés entre l'optimisme (39,7 % s'attendent à ce que leur province soit plus prospère) et l'attente du statu quo (40,4 % s'attendent à ce que leur province en soit au même point qu'actuellement). Moins de deux sur dix (18,9 %) s'attendent à ce que leur province soit moins prospère. Les variantes régionales sur ce sujet méritent toutefois que l'on s'y attarde. Les répondants de la Colombie-Britannique se distinguent par leur très haut niveau d'optimisme, en même temps que par un pourcentage relativement fort de pessimistes – dichotomie pour le moins intéressante. Les répondants du Manitoba sont les moins enclins à s'attendre à une amélioration dans les cinq prochaines années, et les plus enclins à s'attendre au statu quo. Les répondants de la Saskatchewan sont les plus pessimistes, avec un individu sur quatre (24,8 %) qui s'attend à ce que sa province soit moins prospère dans cinq ans. L'Alberta est la province qui reflète le mieux la moyenne de l'Ouest canadien.

figure 5

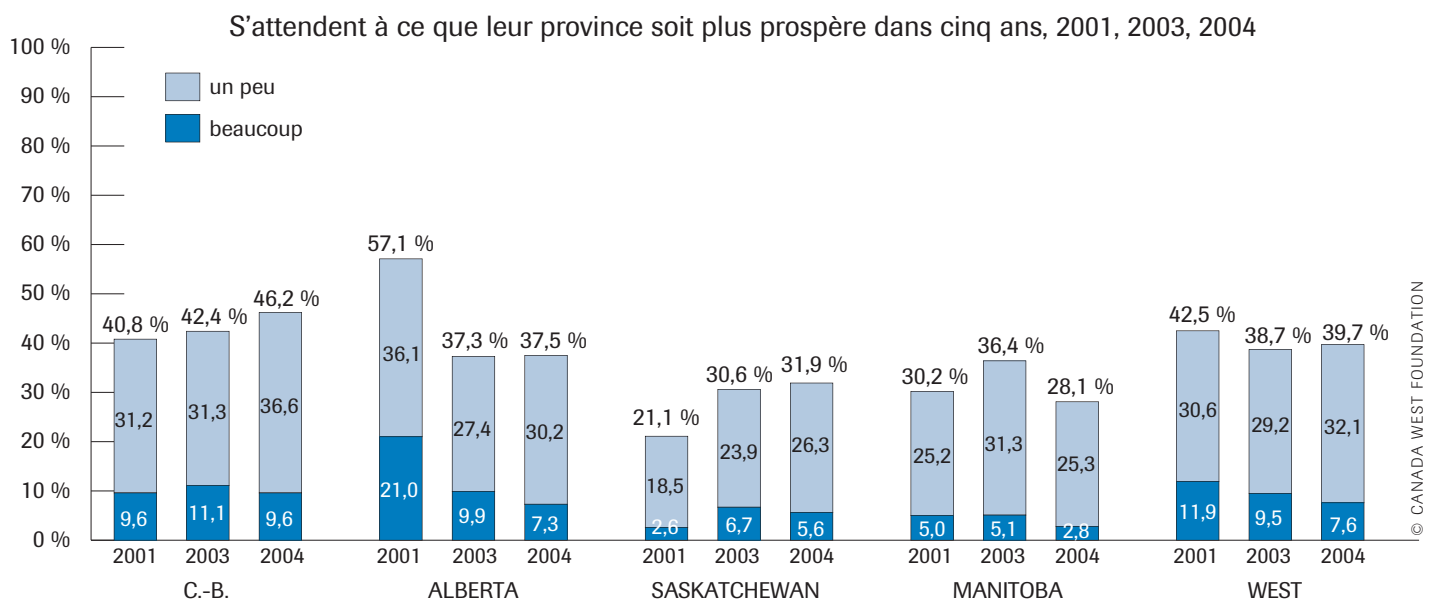


Comment les attentes provinciales ont-elles changé depuis 2001? Pour l'ensemble de l'Ouest, elles sont restées relativement constantes, avec, chaque année, près de quatre habitants sur dix qui s'attendent à ce que, dans cinq ans, leur province soit plus prospère. Mais là encore, les variantes entre provinces révèlent une plus grande diversité. En Colombie-Britannique, les niveaux d'optimisme ont été constamment à la hausse, avec les niveaux de 2004 cinq points de pourcentage plus élevés que ceux de 2001. En Alberta, les niveaux d'optimisme ont considérablement chuté – d'au moins 20 points de pourcentage – entre 2001 et 2003, mais ils sont restés stables entre 2003 et 2004. En Saskatchewan, c'est le contraire qui s'est produit: les niveaux d'optimisme étaient très faibles en 2001, puis ils ont grimpé de neuf points de pourcentage en 2003 pour connaître une très légère augmentation en 2004. Finalement, le Manitoba est la seule province à avoir enregistré ses plus bas niveaux d'optimisme en 2004; si 2003 a vu une augmentation par rapport à 2001 dans le pourcentage de répondants qui s'attendaient à voir leur province plus prospère, ces attentes ont chuté.

Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 posait également deux questions ciblées sur les économies provinciales. Les répondants se sont d'abord vu demander: «Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les politiques gouvernementales de [votre province] pour aider l'économie de [votre province] dans les cinq prochaines années? Très confiance; quelque peu confiance; pas très confiance; pas du tout confiance.» La deuxième question était la suivante: «Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les politiques du gouvernement fédéral pour aider l'économie de [votre province] dans les cinq prochaines années? Très confiance; quelque peu confiance; pas très confiance; pas du tout confiance.»

Les données révèlent que, dans l'ensemble, les Canadiens de l'Ouest ont plus confiance dans les politiques de leur gouvernement provincial pour aider l'économie de leur province qu'ils n'en ont dans celles du gouvernement fédéral. L'Alberta est en tête: près de huit Albertains sur dix ont confiance que les politiques provinciales vont aider l'économie au cours des cinq prochaines années. Ce niveau de confiance est bien plus élevé que celui de toutes les autres provinces de l'Ouest. Les répondants du Manitoba ont aussi beaucoup confiance dans les politiques de leur gouvernement provincial, les deux tiers déclarant qu'ils sont très confiants ou quelque peu confiants que les politiques de leur province aideront l'économie du Manitoba au cours des cinq prochaines années.

figure 6

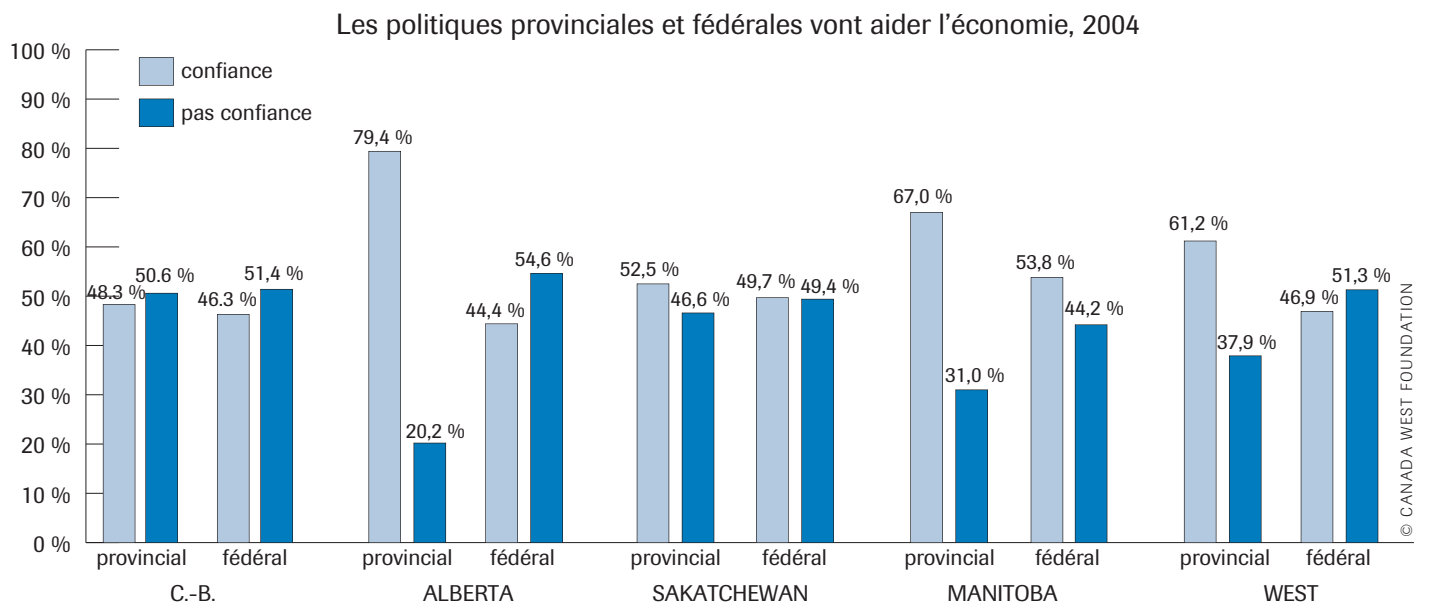


Dans l'ensemble, pensez-vous que, dans cinq ans, [votre province] sera beaucoup plus prospère; un peu plus prospère; à peu près aussi prospère; un peu moins prospère; beaucoup moins prospère qu'elle ne l'est actuellement?

Les répondants de la Saskatchewan sont plus partagés entre la confiance et le manque de confiance, avec une faible majorité qui se disent très confiants ou quelque peu confiants que les politiques du gouvernement de la Saskatchewan vont aider l'économie. Les répondants de la Colombie-Britannique sont autant partagés que ceux de la Saskatchewan, mais, en Colombie-Britannique, la très faible majorité exprime un manque de confiance. Pour l'Ouest dans son ensemble, les Canadiens sont plutôt plus enclins que moins à avoir confiance dans les politiques de leur gouvernement provincial.

On ne peut dire la même chose en ce qui concerne le gouvernement fédéral: une faible majorité de Canadiens de l'Ouest révèle qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité des politiques fédérales d'aider l'économie de leur province. Dans toutes les provinces, les répondants sont partagés presque également entre l'expression de la confiance et celle du manque de confiance.

figure 7



C.-B.	ALBERTA	SASKATCHEWAN	MANITOBA	OUEST
gouvernement C.-B.	gouvernement AB	gouvernement SK	gouvernement MB	gouvernement prov.
très confiance 10,6 %	très confiance 24,6 %	très confiance 7,4 %	très confiance 6,3 %	très confiance 14,3 %
quelque peu confiance 37,7 %	quelque peu confiance 54,8 %	quelque peu confiance 45,1 %	quelque peu confiance 60,7 %	quelque peu confiance 46,9 %
pas très confiance 31,0 %	pas très confiance 15,6 %	pas très confiance 31,6 %	pas très confiance 23,4 %	pas très confiance 25,1 %
pas du tout confiance 19,6 %	pas du tout confiance 4,6 %	pas du tout confiance 15,0 %	pas du tout confiance 7,6 %	pas du tout confiance 12,8 %
gouvernement fédéral	gouvernement fédéral	gouvernement fédéral	gouvernement fédéral	gouvernement fédéral
très confiance 4,5 %	très confiance 3,6 %	très confiance 3,3 %	très confiance 2,5 %	très confiance 3,8 %
quelque peu confiance 41,8 %	quelque peu confiance 40,8 %	quelque peu confiance 46,4 %	quelque peu confiance 51,3 %	quelque peu confiance 43,1 %
pas très confiance 38,9 %	pas très confiance 41,9 %	pas très confiance 39,6 %	pas très confiance 36,3 %	pas très confiance 39,6 %
pas du tout confiance 12,5 %	pas du tout confiance 12,7 %	pas du tout confiance 9,8 %	pas du tout confiance 7,9 %	pas du tout confiance 11,7 %

Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les politiques gouvernementales de [votre province] pour aider l'économie de [votre province] dans les cinq prochaines années? Très confiance; quelque peu confiance; pas très confiance; pas du tout confiance. Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les politiques du gouvernement fédéral pour aider l'économie de [votre province] dans les cinq prochaines années? Très confiance; quelque peu confiance; pas très confiance; pas du tout confiance.

Relations canado-américaines

Les données de Regard sur l'Ouest 2004 sur les priorités stratégiques révèlent que plus de quatre habitants de l'Ouest sur dix (44,2 %) sont d'avis qu'une amélioration des relations canado-américaines constitue une priorité très élevée pour la prospérité à long terme et la qualité de vie dans leur province, tandis qu'un tiers (34,8 %) est d'avis qu'il s'agit d'une priorité moyenne. Deux habitants sur dix y voient une faible priorité (15,9 %) ou aucune priorité (4,5 %).

Pour sonder plus à fond les attitudes à l'égard des rapports canado-américains, on a demandé aux répondants du sondage Regard sur l'Ouest 2004 deux questions concernant le commerce et l'économie. La première leur demandait de dire dans quelle mesure ils étaient d'accord avec l'énoncé suivant: «Le Canada devrait chercher à resserrer ses liens économiques avec les États-Unis.» Les gens de l'Ouest répondent de façon tout à fait positive à cet énoncé: sept sur dix sont d'accord qu'il faut créer des liens plus forts, un tiers se déclarant fortement d'accord. Il y a cependant un écart notable entre les trois provinces des Prairies – dans lesquelles près des trois quarts des répondants se disent d'accord – et la Colombie-Britannique, où moins des deux tiers le font.

On a également demandé aux répondants de dire dans quelle mesure ils sont d'accord avec l'énoncé suivant: «Le Canada devrait tout mettre en œuvre pour garder la frontière canado-américaine ouverte au commerce canadien.» Sur ce point, les gens de l'Ouest sont très clairs: 94,6 % sont d'accord avec l'énoncé, sept sur dix se disant fortement d'accord. Les répondants des provinces des Prairies sont légèrement plus enclins que ceux de Colombie-Britannique à se dire fortement d'accord.

figure 8

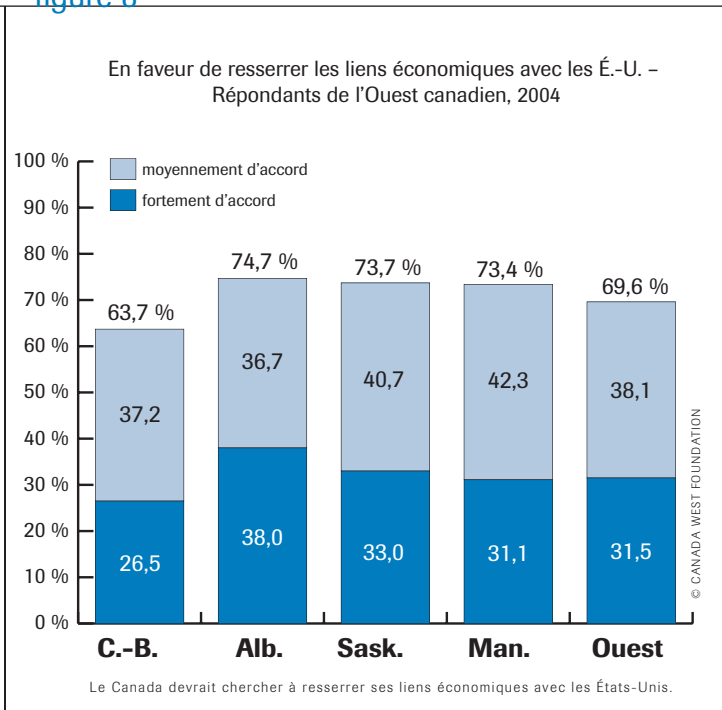
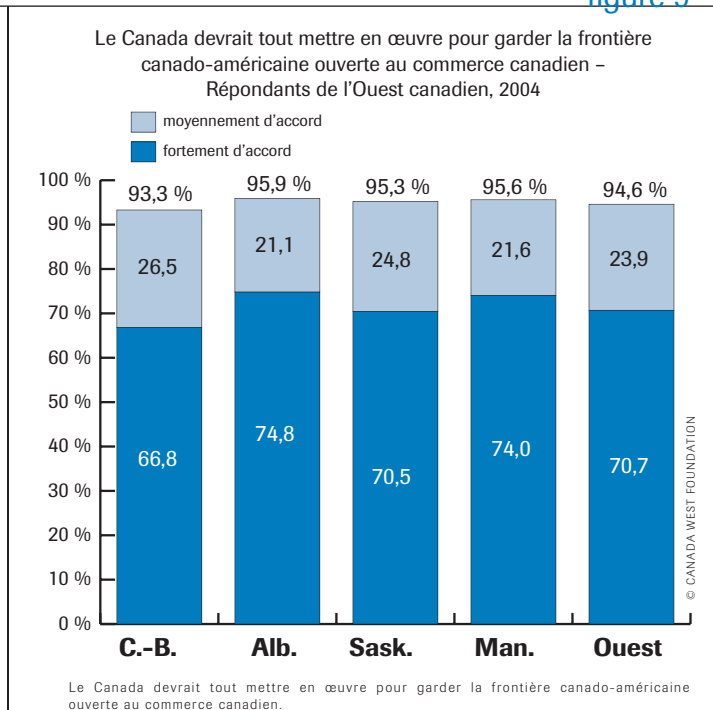


figure 9



Les répondants qui sont d'accord (fortement ou moyennement) que les relations canado-américaines se sont dégradées se sont vu poser une question de suivi: «Parmi les raisons suivantes, laquelle, selon vous, a le plus contribué à une dégradation des relations canado-américaines au cours des dernières années? Les différends commerciaux entre Canada et États-Unis, tels que l'exportation du bois d'œuvre et du bœuf; les prises de position divergentes sur la guerre d'Iraq; les rapports personnels peu chaleureux entre le Premier ministre Chrétien et le Président Bush; les commentaires anti-américains émanant d'hommes politiques canadiens.» Les gens de l'Ouest sont nettement partagés sur la cause de cette dégradation; si les différends commerciaux sont la raison invoquée par quatre individus sur dix, un quart l'attribue aux prises de position divergentes sur la guerre d'Iraq et plus d'un quart aux rapports personnels peu chaleureux entre le Premier ministre Chrétien et le Président Bush. Seulement 5 % rejettent la responsabilité sur les commentaires anti-américains faits par des hommes politiques canadiens.

En Colombie-Britannique, une faible majorité de répondants (50,1 %) rejettent le blâme sur les différends commerciaux. Dans les trois autres provinces de l'Ouest, aucune des réponses proposées n'a reçu l'appui de la majorité. En Alberta et au Manitoba, la pluralité (33,9 % et 31,5 % respectivement) a accusé les rapports Chrétien-Bush, et en Saskatchewan, ce sont les différends commerciaux qui ont été cités par la pluralité (36,1 %). Il faut toutefois souligner que dans toutes les provinces, on retrouve une grande diversité d'opinions quant à la cause de cette dégradation.

figure 10

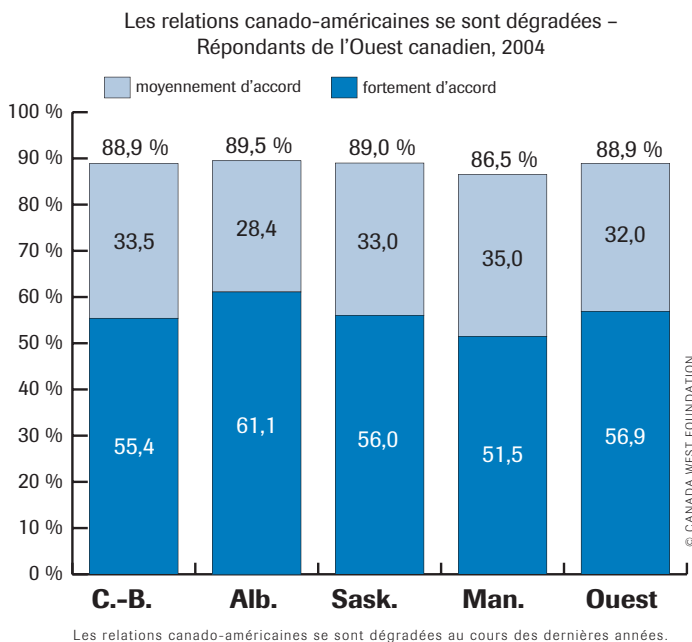
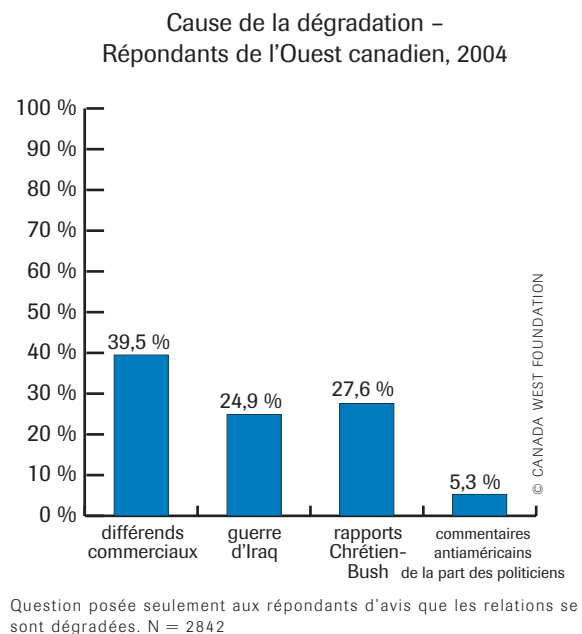


figure 11



Financement urbain

Les répondants au sondage Regard sur l'Ouest 2004 se sont vu poser trois questions sur le financement de leur administration municipale. Dans le sondage, cette dernière était décrite comme «l'administration de votre localité, de votre ville ou de votre district rural».

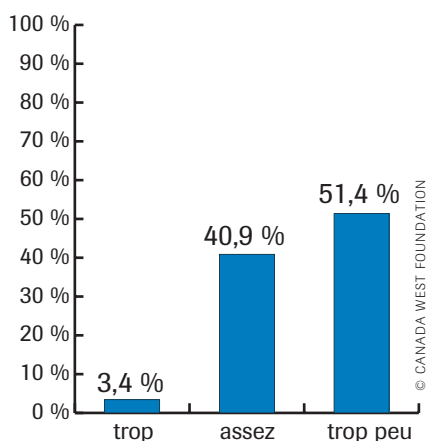
On posait tout d'abord aux répondants la question suivante: «En ce qui a trait à l'administration municipale, croyez-vous que la vôtre possède assez, trop ou trop peu de recettes pour assumer ses responsabilités actuelles?» Cette question était reprise du sondage Regard sur l'Ouest 2003.

La majorité des Canadiens de l'Ouest sont d'avis que les administrations municipales ont trop peu de recettes; ceci est vrai pour toutes les provinces sauf l'Alberta, où c'est la pluralité qui croit que l'administration municipale a trop peu de recettes. Moins de 5 % des Canadiens de l'Ouest croient que leur administration municipale a trop de recettes; ceci est vrai pour toutes les provinces. Il existe quelques variantes en fonction de la taille urbaine, les répondants des villes de taille moyenne et des régions rurales ou des petites villes étant plus enclins à déclarer que leur administration municipale a des recettes insuffisantes. Le Manitoba fait exception à la règle, avec six Winnipegois sur dix (60,3 %) qui déclarent que leur ville souffre d'un manque de recettes – variante qui est très probablement liée au grand débat public de l'automne 2003 sur les questions du financement urbain.

Il est intéressant de noter le nombre croissant de Canadiens de l'Ouest pour qui que les recettes de leur administration locale sont insuffisantes. En 2003, c'était la position de la majorité dans seulement deux des quatre provinces; en 2004, le nombre avait grimpé pour atteindre la majorité dans trois des quatre provinces de l'Ouest, ainsi que dans la région considérée dans son ensemble. En Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Manitoba, le nombre de répondants qui sont d'avis que leur administration municipale a des ressources financières insuffisantes a grimpé de six à sept points de pourcentage – ce qui représente un bond considérable. En revanche, de 2003 à 2004, les répondants de l'Alberta étaient assez constants dans leur position.

figure 12

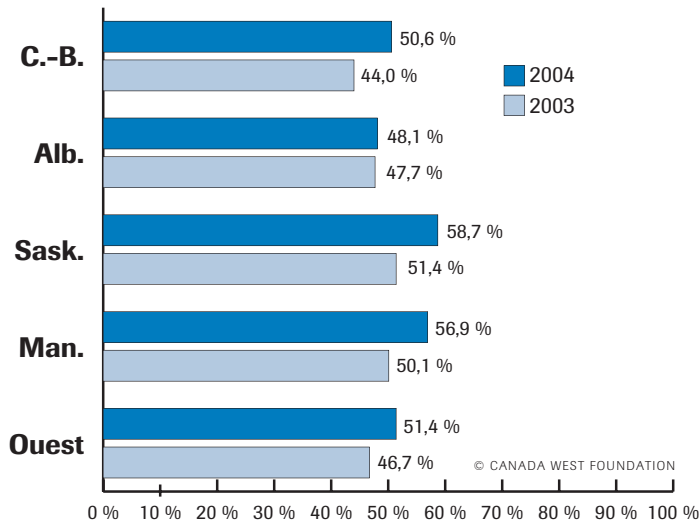
Recettes des administrations municipales par rapport à leurs responsabilités – Répondants de l'Ouest canadien, 2004



En ce qui a trait à l'administration municipale, croyez-vous que la vôtre possède assez, trop ou trop peu de recettes pour assumer ses responsabilités actuelles?

figure 13

L'administration municipale a trop peu de recettes, 2003 et 2004 – Répondants de l'Ouest canadien



En ce qui a trait à l'administration municipale, croyez-vous que la vôtre possède assez, trop ou trop peu de recettes pour assumer ses responsabilités actuelles?

Les répondants au sondage Regard sur l'Ouest 2004 se sont également vu demander: «Les administrations municipales fournissent généralement des services comme la police, les pompiers, le traitement de l'eau, les transports publics, les loisirs ainsi que la construction et l'entretien des routes et autres infrastructures locales. Si votre administration municipale devait choisir entre accroître ses revenus en augmentant l'impôt foncier ou diminuer ses dépenses en supprimant des services, quelle option préféreriez-vous? Augmenter l'impôt foncier afin d'accroître les revenus; supprimer des services municipaux afin de réduire les dépenses.»

Les Canadiens de l'Ouest préfèrent une hausse des impôts locaux à une suppression de services municipaux dans une proportion de deux pour un. Les répondants de la Saskatchewan et du Manitoba sont un peu moins disposés à envisager une augmentation des impôts et un peu plus disposés à envisager des coupures de services, mais l'écart est mince. Les variantes dans les réponses selon la taille urbaine ne sont pas très marquées pour l'Ouest en tant qu'entité.

La dernière question sur le financement urbain portait sur l'augmentation des impôts. On posait aux répondants la question suivante: «Imaginez que votre administration municipale doive augmenter ses recettes fiscales. Laquelle des deux options préféreriez-vous: réduire sensiblement le taux de l'impôt foncier local et introduire une taxe de vente municipale, ou augmenter sensiblement le taux de l'impôt foncier local et ne pas introduire de taxe de vente municipale?»

Pour l'Ouest en tant qu'entité, la majorité (55,2 %) préfère l'idée d'augmenter sensiblement le taux de l'impôt foncier local, tandis qu'un tiers (32,8 %) est en faveur d'une importante réduction du taux de l'impôt foncier local et de l'introduction d'une taxe de vente municipale. Ce schéma se répète dans toutes les provinces sauf une: en Saskatchewan, la pluralité (46,5 %) se dit en faveur de l'option de la taxe de vente. L'Alberta se démarque comme la province la moins susceptible d'être favorable à l'idée d'une taxe de vente municipale (28,0 %), ce qui témoigne de l'attitude traditionnelle de cette province à l'égard des taxes de vente en général. Il n'y a que de faibles variantes dans les réponses selon la taille urbaine.

figure 14

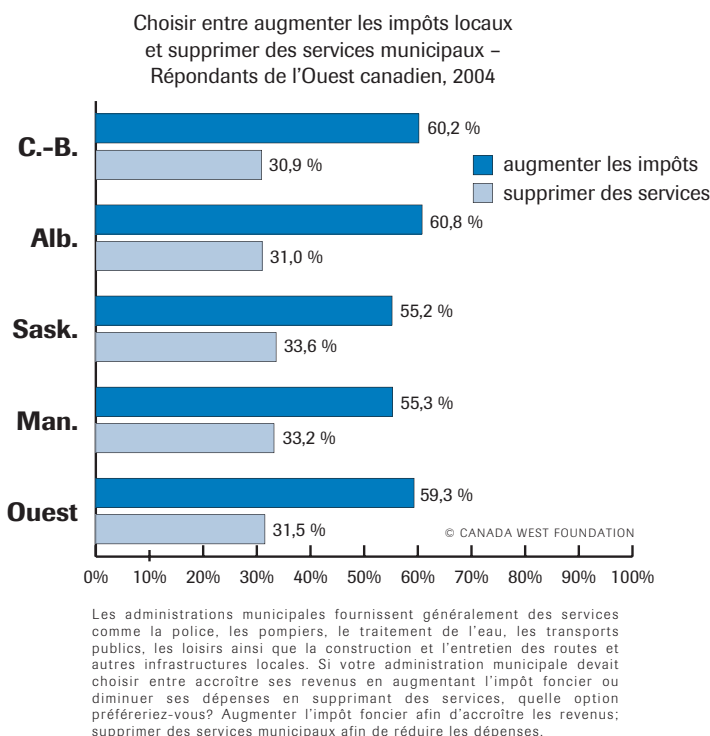
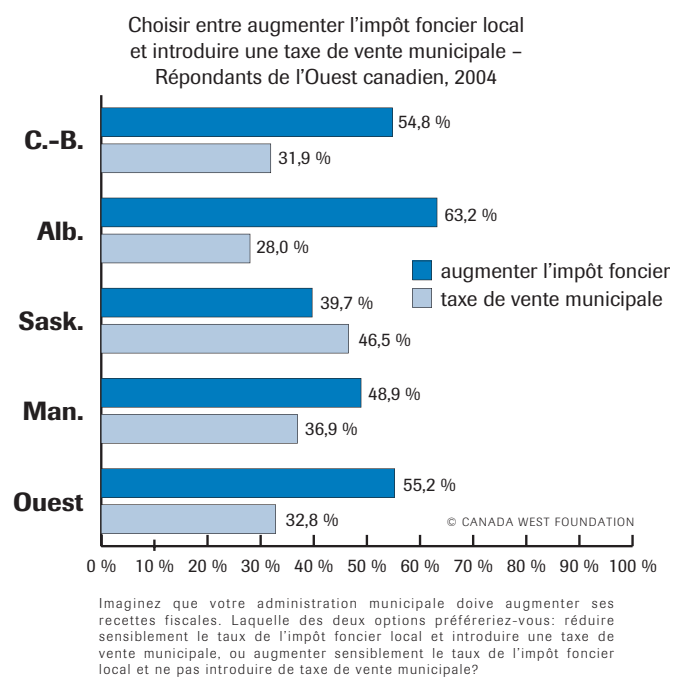


figure 15



Environnement

Les données sur les priorités stratégiques contenues dans Regard sur l'Ouest 2004 révèlent que près des deux tiers (65,6 %) des gens de l'Ouest sont d'avis que la protection de l'environnement constitue une priorité très élevée pour assurer la prospérité et la qualité de vie à long terme dans leur province, tandis que près de trois sur dix (27,6 %) sont d'avis que c'est une priorité moyenne. Moins d'un sur dix n'y voit qu'une faible priorité (5,8 %) ou aucune priorité (0,8 %).

Afin d'explorer plus à fond les attitudes à l'égard de l'environnement, on a posé aux répondants du sondage Regard sur l'Ouest 2004 deux questions portant sur la gérance environnementale, que l'on définissait comme «la gestion à long terme de nos terres, de notre eau et de nos autres ressources naturelles». La première question était la suivante: «Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement de [votre province] en matière de gérance environnementale? Très bonne; bonne; satisfaisante; mauvaise; très mauvaise.» La deuxième question était celle-ci: «Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement fédéral en matière de gérance environnementale? Très bonne; bonne; satisfaisante; mauvaise; très mauvaise.»

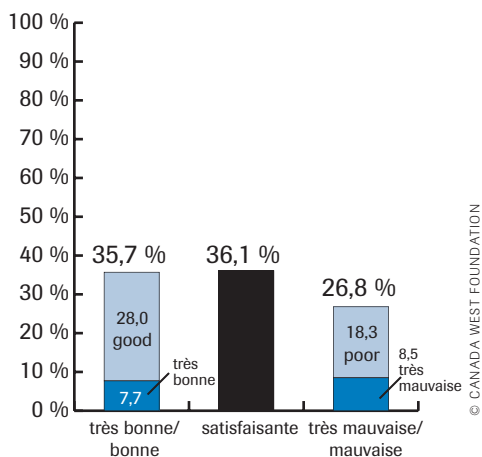
Les gens de l'Ouest n'ont pas une opinion très positive sur la façon dont les gouvernements s'occupent de la gérance environnementale, mais ils voient leur gouvernement provincial sous un jour beaucoup plus favorable. Juste un peu plus du tiers (35,7 %) considère la performance de leur gouvernement provincial comme bonne ou très bonne, tandis que plus du quart (26,8 %) la considère comme mauvaise ou très mauvaise. La pluralité (36,1 %) déclare que la performance de leur gouvernement provincial est satisfaisante.

Les choses sont pires du côté du gouvernement fédéral, avec moins d'un quart (24,0 %) qui considère sa performance en matière de gérance environnementale comme bonne ou très bonne, et près de trois sur dix (29,1 %) qui la voient comme mauvaise ou très mauvaise. La pluralité (44,0 %) évalue la performance du gouvernement fédéral comme satisfaisante. Il y a un écart de presque douze points de pourcentage entre le nombre des habitants de l'Ouest qui considèrent la performance de leur gouvernement provincial comme bonne ou très bonne et celui de ces mêmes habitants qui considèrent la performance du gouvernement fédéral comme bonne ou très bonne.

figure 16

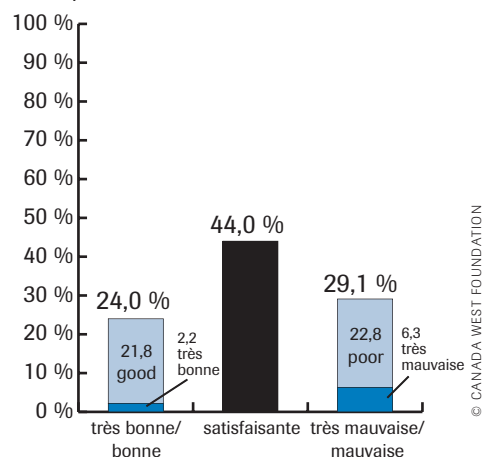
figure 17

Gérance environnementale du gouvernement provincial – Répondants de l'Ouest canadien, 2004



Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement de [votre province] en matière de gérance environnementale? Très bonne; bonne; satisfaisante; mauvaise; très mauvaise.

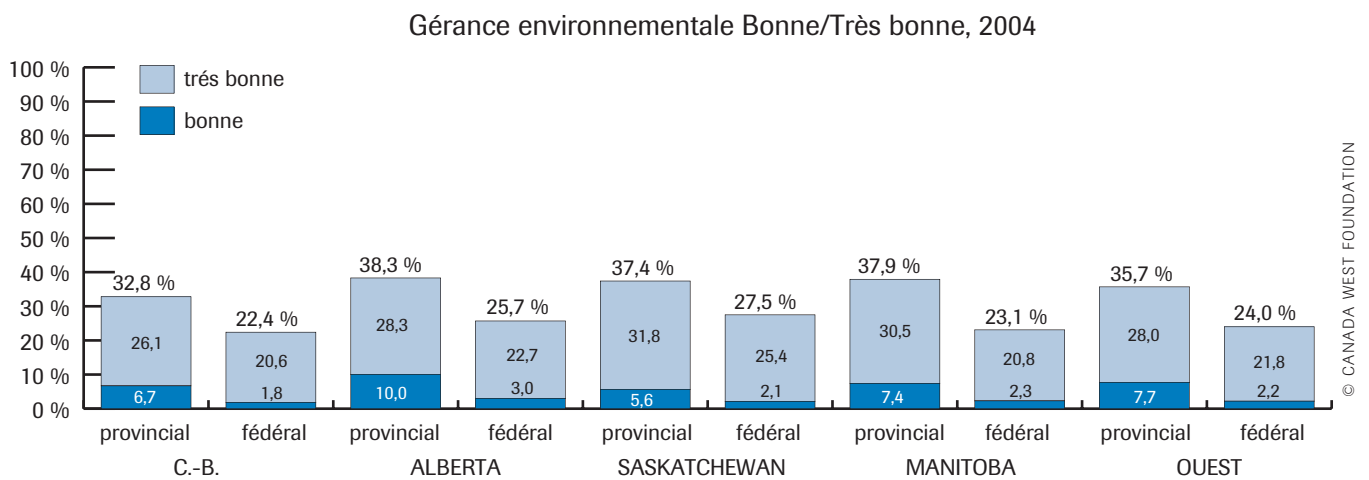
Gérance environnementale du gouvernement fédéral – Répondants de l'Ouest canadien, 2004



Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement fédéral en matière de gérance environnementale? Très bonne; bonne; satisfaisante; mauvaise; très mauvaise.

Des perceptions similaires ont cours dans toutes les provinces de l'Ouest prises individuellement. Les Britanno-Colombiens sont légèrement moins susceptibles que les répondants des Prairies d'évaluer leur gouvernement provincial comme bon ou très bon en matière de gérance environnementale. Les Britanno-Colombiens et les Manitobains sont les moins susceptibles de voir la performance du gouvernement fédéral comme bonne ou très bonne, tandis que les répondants de la Saskatchewan sont les plus positifs des quatre provinces de l'Ouest en ce qui concerne la performance environnementale du gouvernement fédéral.

figure 18



Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement de [votre province] en matière de gérance environnementale? Très bonne; bonne; satisfaisante; mauvaise; très mauvaise.

Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement fédéral en matière de gérance environnementale? Très bonne; bonne; satisfaisante; mauvaise; très mauvaise.

© CANADA WEST FOUNDATION

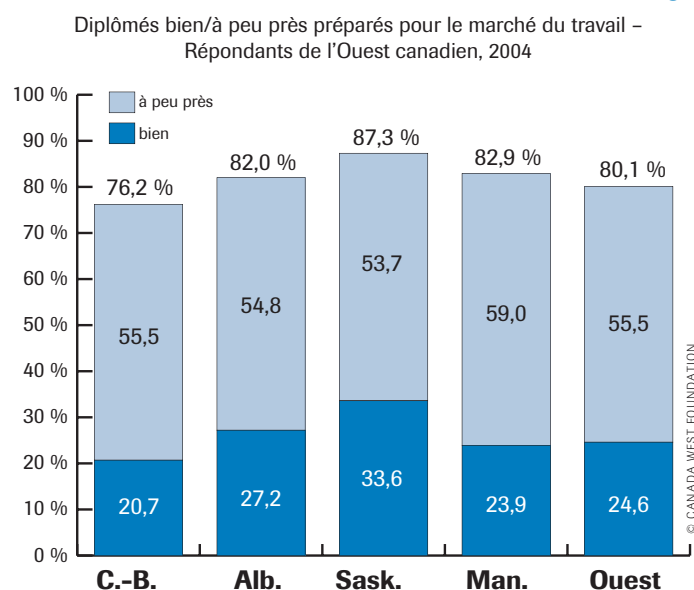
Éducation postsecondaire

Il est clair que la main-d'œuvre qualifiée est une priorité aux yeux des Canadiens de l'Ouest: pour sept sur dix (70,8 %) d'entre eux, veiller à ce qu'il y ait suffisamment de main-d'œuvre qualifiée constitue une priorité très élevée pour assurer à long terme la prospérité et la qualité de vie dans leur province, et un autre quart (23,0 %) y voit une priorité moyenne. Seulement un sur vingt est d'avis qu'une main-d'œuvre qualifiée suffisante représente une faible priorité (4,6 %) ou ne compte pas comme une priorité (1,1 %). Toutefois, si la main-d'œuvre qualifiée est largement perçue comme une priorité très élevée, l'amélioration de l'éducation postsecondaire reçoit un peu moins de soutien: six habitants de l'Ouest sur dix (58,6 %) sont d'avis qu'elle constitue une priorité très élevée, et trois sur dix (31,7 %) la voient comme une priorité moyenne. Près d'un sur dix est d'avis qu'elle est soit une faible priorité (7,6 %), soit pas du tout une priorité (1,4 %).

Cet écart pourrait s'expliquer par le fait que les gens de l'Ouest pensent que leur système postsecondaire fonctionne bien et n'a donc pas vraiment besoin d'être amélioré. On a posé aux répondants du sondage Regard sur l'Ouest 2004 la question suivante: «Considérant le marché du travail et les besoins en main-d'œuvre dans [votre province] au cours des cinq prochaines années, dans quelle mesure, selon vous, les diplômés des universités, collèges et écoles de métiers de [votre province] sont-ils préparés pour le marché du travail? Les diplômés sont bien préparés pour le marché du travail; les diplômés sont à peu près préparés pour le marché du travail; les diplômés ne sont pas bien préparés pour le marché du travail; les diplômés ne sont pas du tout préparés pour le marché du travail.»

Un quart (24,6 %) des habitants de l'Ouest pense que les diplômés du postsecondaire sont bien préparés pour le marché du travail, tandis que la majorité (55,5 %) pense que les diplômés ne sont qu'à peu près préparés. Moins de deux sur dix est d'avis que les diplômés du postsecondaire ne sont soit pas bien préparés (12,6 %), soit pas du tout préparés (3,2 %). Les répondants de la Saskatchewan expriment les opinions les plus positives à l'égard de leur système d'éducation postsecondaire, un tiers déclarant que les diplômés sont bien préparés pour le marché du travail et presque neuf sur dix déclarant que les diplômés sont bien ou à peu près préparés. Les répondants de la Colombie-Britannique expriment les opinions les moins positives, avec seulement deux individus sur dix qui déclarent que leurs diplômés sont bien préparés et trois quarts qui déclarent que leurs diplômés sont bien ou à peu près préparés.

figure 19



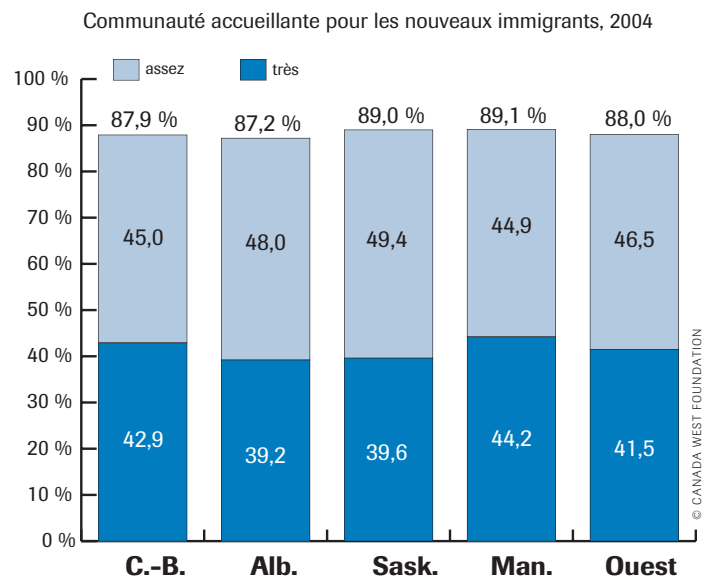
Dans quelle mesure, selon vous, les diplômés des universités, collèges et écoles de métiers de [votre province] sont-ils préparés pour le marché du travail? Les diplômés sont bien préparés pour le marché du travail; les diplômés sont à peu près préparés pour le marché du travail; les diplômés ne sont pas bien préparés pour le marché du travail; les diplômés ne sont pas du tout préparés pour le marché du travail.

Immigration

Les données sur les priorités stratégiques contenues dans Regard sur l'Ouest 2004 révèlent que les Canadiens de l'Ouest ne voient pas l'immigration comme un élément clé de l'avenir de leur province: seulement un habitant de l'Ouest sur dix (10,4 %) pense que le fait d'attirer plus d'immigrants constitue une priorité très élevée pour la prospérité et la qualité de vie futures dans leur province, tandis qu'un tiers (34,8 %) est d'avis qu'il s'agit là d'une priorité moyenne. La majorité pense que l'immigration constitue soit une faible priorité (41,2 %), soit pas du tout une priorité (12,7 %).

Malgré ces résultats cependant, les gens de l'Ouest perçoivent leurs communautés comme des milieux accueillants. On a posé aux répondants de Regard sur l'Ouest 2004 la question suivante: «Dans quelle mesure, selon vous, votre communauté est accueillante pour les nouveaux immigrants? Très accueillante; assez accueillante; pas très accueillante; pas du tout accueillante.» Presque neuf habitants de l'Ouest sur dix déclarent que leur communauté est soit très accueillante (41,5 %), soit assez accueillante (46,5 %). Les réponses sont relativement uniformes dans l'ensemble des quatre provinces de l'Ouest et aussi en fonction de la taille urbaine. Elles sont également uniformes parmi les répondants nés au Canada et ceux nés à l'extérieur, ce qui suggère que la perception qu'ont les habitants de l'Ouest de leur communauté est juste.

figure 20



Dans quelle mesure, selon vous, votre communauté est accueillante pour les nouveaux immigrants? Très accueillante; assez accueillante; pas très accueillante; pas du tout accueillante.

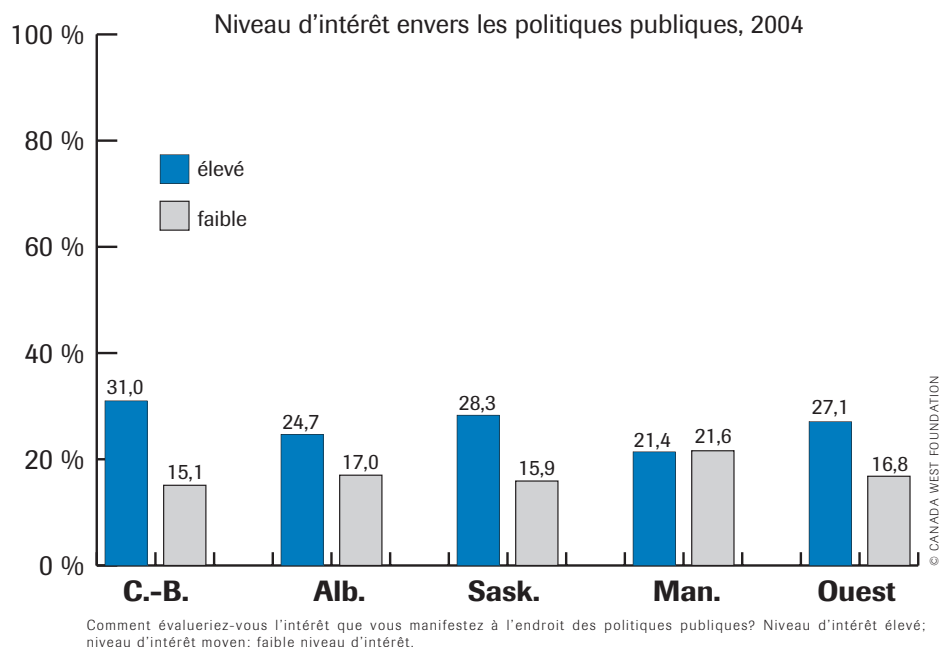
Intérêt manifesté à l'égard des politiques publiques

La dernière question posée aux répondants au sondage Regard sur l'Ouest 2004 portait sur leur niveau d'intérêt envers les politiques. Cette question était la suivante: «Comment évalueriez-vous l'intérêt que vous manifestez à l'endroit des politiques publiques? Niveau d'intérêt élevé; niveau d'intérêt moyen; faible niveau d'intérêt.» Cette question a été posée aux 3200 Canadiens de l'Ouest participant au sondage, ainsi qu'aux 800 répondants de l'Ontario.

Les données révèlent que, si l'intérêt manifesté à l'endroit des politiques publiques varie légèrement d'une province à l'autre, il diffère en revanche considérablement en fonction de plusieurs variables démographiques. En ce qui concerne les variantes inter-provinciales, les répondants de la Colombie-Britannique rapportent le plus haut niveau d'intérêt, avec près d'un tiers (31,0 %) indiquant un niveau d'intérêt élevé, et seulement 15,1 % déclarant un faible niveau d'intérêt. La Saskatchewan et l'Ontario suivent avec près de deux fois plus de répondants qui rapportent un intérêt élevé que ceux qui en rapportent un faible. Le Manitoba se démarque comme la seule province où le pourcentage de ceux qui disent manifester un faible intérêt à l'endroit des politiques publiques est égal au pourcentage de ceux déclarant en manifester un élevé. Dans toutes les provinces, la majorité fait part d'un niveau d'intérêt moyen; c'est en Colombie-Britannique que le plus faible pourcentage (53,8 %) d'individus dit manifester un intérêt moyen, et en Alberta que se trouve le pourcentage le plus élevé (58,0 %). Il n'y a que de légères variantes en fonction de la taille urbaine.

On a constaté de nombreuses différences dues à la démographie; en fait, la seule variable démographique qui n'avait aucune incidence sur le niveau d'intérêt manifesté à l'endroit des politiques publiques était le fait d'être né ou non au Canada. Les écarts les plus grands apparaissent avec le niveau de scolarisation: les répondants qui détiennent un diplôme d'études supérieures font part du plus haut niveau d'intérêt envers les politiques publiques de toutes les cohortes démographiques, et ils constituent l'unique cohorte au sein de laquelle la pluralité signale un niveau d'intérêt élevé (plutôt que moyen). Le pourcentage de répondants signalant un haut niveau d'intérêt à l'égard des politiques publiques augmente avec le niveau d'instruction, depuis la valeur la plus faible de 19,4 % pour les individus ayant moins que le diplôme du secondaire à la valeur la plus haute de 48,1 % pour les détenteurs de diplômes d'études supérieures – une différence de près de 30 points de pourcentage. Inversement, le pourcentage de répondants signalant un faible niveau d'intérêt à l'endroit des politiques publiques diminue avec le niveau d'instruction, depuis la valeur la plus haute de 23,1 % pour les individus ayant moins que le diplôme du secondaire à la valeur la plus faible de 6,6 % pour les détenteurs de diplômes d'études supérieures.

figure 21



D'importantes différences se manifestent également avec les catégories d'âge, l'intérêt envers les politiques publiques augmentant avec ce dernier. Près d'un tiers (31,0 %) des répondants de moins de trente ans signale un faible niveau d'intérêt à l'endroit des politiques publiques, tandis que moins d'un sur dix (6,6 %) des répondants âgés de 70 ans et plus fait part d'un faible niveau d'intérêt – un écart d'environ 25 points de pourcentage.

Il faut également noter les différences selon les tranches de revenu; là encore, on remarque des schémas linéaires, le nombre de répondants qui signale un faible niveau d'intérêt diminuant avec une augmentation du revenu, et le nombre qui signale un niveau d'intérêt élevé augmentant avec une augmentation du revenu. Les répondants qui se situent dans la tranche de revenu supérieure (150 000 \$ et plus) font part d'un niveau d'intérêt particulièrement élevé à l'endroit des politiques publiques avec 42,4 %.

En dernier lieu, on note un écart en fonction du sexe des répondants, les hommes étant plus enclins que les femmes à faire part d'un haut niveau d'intérêt envers les politiques publiques, et les femmes plus enclines que les hommes à signaler un faible niveau d'intérêt à l'endroit de ces politiques. Cet écart n'est pas très grand si on le compare aux différences en fonction de l'âge, de l'éducation et du revenu.


Les données démontrent que, dans l'ensemble, les individus plus âgés, plus riches et qui ont poursuivi des études supérieures font part d'un plus haut niveau d'intérêt à l'endroit des politiques publiques, tandis que les individus plus jeunes, moins riches et qui ont fait moins d'études font part d'un niveau d'intérêt plus faible à l'égard de ces politiques. Les quatre cohortes au sein desquelles un plus grand pourcentage signale un faible niveau d'intérêt plutôt qu'un niveau d'intérêt élevé sont les suivantes: revenu inférieur à 30 000 \$; âge inférieur à 30 ans; possédant moins que le diplôme du secondaire; et détenant le diplôme du secondaire.

figure 22

Niveau d'intérêt envers les politiques publiques, Ouest et Ontario combinés, 2004

	Low	Moderate	High
Homme	13,8 %	54,1 %	31,9 %
Femme	19,3 %	57,2 %	23,2 %
Différence entre faible et élevé	5,5		8,7
Revenu inférieur à 30 000 \$	23,3 %	55,1 %	21,1 %
Revenu situé entre 30 000 et 69 999 \$	16,0 %	57,7 %	26,1 %
Revenu situé entre 70 000 et 149 999 \$	14,1 %	53,5 %	32,4 %
150 000 \$ et plus	10,1 %	47,5 %	42,4 %
Différence entre faible et élevé	13,2		21,3
Moins de 30 ans	31,0 %	53,4 %	15,4 %
De 30 à 49 ans	18,2 %	57,8 %	23,8 %
De 50 à 69 ans	10,5 %	54,9 %	34,6 %
70 ans et plus	6,6 %	54,9 %	37,1 %
Différence entre faible et élevé	24,4		21,7
Moins que le diplôme d'études secondaires	23,1 %	56,5 %	19,4 %
Diplôme d'études secondaires	20,2 %	59,7 %	19,9 %
Quelques études universitaires/collégiales/techniques	19,0 %	52,4 %	28,4 %
Certificat/Diplôme collégial/professionnel/technique	18,0 %	60,0 %	21,8 %
Baccalauréat universitaire	10,9 %	52,6 %	36,5 %
Diplôme d'études de 2e ou 3e cycle	6,6 %	45,4 %	48,1 %
Différence entre faible et élevé	16,5		28,7
Né au Canada	17,0 %	55,7 %	27,2 %
Né à l'extérieur du Canada	14,8 %	56,5 %	28,3 %
Différence entre faible et élevé	2,2		1,1

Conclusion

Comme le montrent les données de Regard sur l'Ouest 2004, on constate qu'il y a, dans les quatre provinces de l'Ouest, des perceptions similaires envers les politiques publiques. S'il y a des différences – par exemple, les répondants de la Saskatchewan et du Manitoba accordent une plus grande priorité aux faits de garder les jeunes dans leur province et d'y attirer les immigrants que ne le font les répondants de l'Alberta et de la Colombie-Britannique – il y a aussi des similitudes frappantes. Celles-ci sont particulièrement notables étant donné le caractère spécifique – sur les plans économique, démographique et politique – de chacune des quatre provinces. Une telle similitude dans les attitudes et les priorités pourrait bien offrir aux gouvernements l'occasion de travailler de concert dans les années qui viennent à régler les problèmes communs liés aux politiques. 



900, 1202 Centre Street South
Calgary (Alberta) Canada T2G 5A5
Tél.: 403.264.9535

www.cwf.ca